

# Affronter les inégalités scolaires

## ÉTAT DES LIEUX

Comparaisons internationales (PISA, TIMSS, PIRLS...), rapports du CNESCO, notes de la DEPP... Autant d'analyses concordantes pointant que le système éducatif français est l'un des plus inégalitaires des pays de l'OCDE. Depuis les années 2000 on constate même un creusement de ces inégalités, fortement corrélées à l'origine sociale des élèves, quand jusqu'à la fin des années 1990 le niveau scolaire moyen s'élevait.

Ce sont d'abord les élèves issus des milieux populaires qui payent le prix de ce creusement des inégalités. Ainsi l'écart de performance entre ces élèves et ceux issus des milieux les plus favorisés est bien supérieur en France par rapport à d'autres pays comme l'Estonie, la Finlande, le Canada ou l'Irlande. Et depuis cinq ans ? Les résultats des évaluations nationales sont parlants. Au regard de la concentration de moyens en CP et CE1 pour dédoubler les classes en éducation prioritaire, les effets sont faibles, voire négatifs, particulièrement en REP+. De plus, l'absence de mesures concrètes (baisse généralisée des effectifs, reconstruction des RASED...) pour traiter des conséquences scolaires de la crise sanitaire laisse craindre des effets durables dans la scolarité des élèves.

## NOTRE ANALYSE

La baisse des effectifs est un outil pertinent pour améliorer la réussite scolaire. Ce sont donc bien les orientations éducatives du ministère qui ont annulé les effets positifs que l'on pouvait espérer des dédoublements. Avec les évaluations nationales imposées, il s'est doté d'un outil central de pilotage de l'enseignement en CP et CE1. Leurs résultats montrent que les écarts se creusent notamment pour les compétences les plus complexes.

Par ailleurs, depuis la fin des années 1990, se sont accumulés des dispositifs de suivi individualisé sur ou en dehors du temps scolaire. Dans le même temps, le nombre de mesures offrant des moyens supplémentaires pour agir pendant le temps de la classe a été très faible. Non seulement la politique éducative conduite depuis cinq ans s'appuie sur des « fondamentaux » étriés et une volonté de mise au pas des PE, mais elle renforce l'individualisation des apprentissages et des parcours, avec des dispositifs hors temps scolaire alors que c'est sur le temps de classe qu'il faut agir.

Enfin, alors que les dispositifs de prévention et d'adaptation (RASED et SEGPA) contribuent à la lutte contre les inégalités, leurs moyens ont été considérablement réduits. Malgré deux ans de covid, les RASED par exemple restent incomplets et de nombreuses écoles restent privées de leur intervention.

## nos propositions

Faire du traitement des conséquences pédagogiques de la crise sanitaire une priorité grâce à un « **plan d'urgence** » d'investissement.

**Abaisser les effectifs dans toutes les classes.**

**Donner les moyens aux enseignant-es** de développer les dynamiques collectives de la classe.

**Placer le rapport aux savoirs des élèves des classes populaires** au centre du système éducatif pour garantir une même ambition pour tous les élèves sans exception.

**Renforcer la prévention et l'adaptation scolaire (RASED, SEGPA)**, déployer des équipes pluriprofessionnelles sur tout le territoire.

**Développer la scolarisation des moins de 3 ans**, réaffirmer la politique des cycles.

**Donner aux enseignant-es une réelle formation initiale** ambitieuse, une formation continue choisie et régulière, articulées avec les travaux de toute la recherche.

## CE QUE PENSE LA PROFESSION

99%

DES ENSEIGNANT-ES JUGENT EFFICACE LA BAISSÉ DES EFFECTIFS DANS TOUTES LES CLASSES POUR FAIRE RÉUSSIR LES ÉLÈVES

MALGRÉ TOUTES LES DIFFICULTÉS,

81%

DES ENSEIGNANT-ES PENSENT QUE LES ÉLÈVES SONT TOUTES ET TOUS CAPABLES !

Résultats de l'enquête « École & métier » Harris-SNUipp-FSU 2022.